



<http://www.udb-bzh.net/>

Communiqué de presse

le 17 mars 2009

Pour l'Union démocratique bretonne, le social c'est capital. L' UDB appelle à la mobilisation générale du 19 mars.

En pleine crise sociale qui fait craindre à certains des mouvements sociaux violents en métropole, il est urgent de répondre à la crise par « l'état d'urgence social ».

Car, premièrement, le plan de relance du gouvernement ne modifie en rien les orientations productivistes et consuméristes du modèle néo-libéral, donc, ses effets ne pourront être que marginaux. Le refus de remettre en cause le fameux bouclier fiscal, favorisant les plus riches, est une parfaite illustration de la démagogie du gouvernement.

Et deuxièmement, la réponse répressive apportée par le gouvernement aura pour effet d'accroître la souffrance des plus démunis, des plus fragiles de nos concitoyens.

La mauvaise répartition des richesses entre le Nord et le Sud, entre les classes privilégiées et celles qui ne le sont pas, accentuée par les crises économiques, financières, écologiques et sociales, a conduit nos systèmes à l'impasse actuelle.

L'UDB, joignant sa parole à celle des autres partis de gauche et des syndicats, demande un véritable plan d'urgence social pour :

- défendre l'emploi privé et public, et, des services publics de qualité,
- lutter contre la précarité et les dérèglements économiques et sociaux,
- exiger des politiques de rémunération qui garantissent le maintien du pouvoir d'achat des salariés, des chômeurs, des retraités, et qui réduisent les inégalités,
- défendre le cadre collectif et solidaire de la protection sociale, du système de santé et de retraite par répartition.

Le 19 mars, nous manifesterons aussi pour défendre les droits fondamentaux que sont les droits de grève et de manifestation ; droits aujourd'hui mis en danger par la politique du gouvernement. Après Saint-Nazaire où le Tribunal a condamné des manifestants à des peines 4 fois supérieures aux réquisitoires, voici Carhaix où 23 manifestants sont convoqués par la gendarmerie et la police judiciaire pour répondre de manifestations datant du printemps 2008. Le lundi 16 mars, 4 personnes dont un élu UDB de Carhaix sont maintenues en garde à vue pour avoir défendu l'hôpital de Carhaix. L'UDB dénonce ces pratiques répressives de l'action militante indignes d'une démocratie et demande l'arrêt des poursuites.

Le 19 mars, face à la répression qui s'accroît, face aux attaques contre les libertés fondamentales et l'instrumentalisation de la justice par l'inflation de lois répressives, face aux tentatives de criminalisation de l'action politique et syndicale, faisons entendre à Sarkozy, dans le calme et l'unité, la colère de la rue.

**Pour l'Union démocratique bretonne,
La porte-parole Mona Bras**